Communiqué de presse du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est réuni dans ses locaux de l'avenue Foch le jeudi 21 février 2002.

Au cours de cette séance, le gouvernement a examiné et adopté, un projet de loi du pays, 2 projets de délibération du congrès, 6 délibérations du gouvernement et 23 arrêtés.

Les travaux du gouvernement ont porté, en particulier, sur les points suivants :

Fiscalité

Le gouvernement a adopté et transmis au congrès pour examen, après avis favorable du conseil d'Etat, un projet de loi du pays visant à instaurer des mesures fiscales destinées à encourager l'investissement en Nouvelle-Calédonie.

Ce dispositif vient remplacer le régime instauré en 1986 et qui est arrivé à échéance le 31 décembre 2001.

Le projet, approuvé par le gouvernement vise à substituer au mécanisme actuel de déduction fiscale, celui d'un crédit d'impôt. Selon le mode de financement de l'investissement, le crédit d'impôt serait accordé :

- aux investisseurs à vocation financière, intervenant dans le pré-financement d'une opération qui pourrait être éligible par la suite au régime fiscal d'aide à l'investissement outre-mer métropolitain. Ces investissements indirects concernent des secteurs d'activité particulièrement déterminants pour le développement économique de la Nouvelle-Calédonie tels que les énergies renouvelables, la pêche industrielle, l'aquaculture, l'industrie de transformation des produits agricoles locaux (café, cerf et de la pêche) ou l'hôtellerie touristique,
- aux entreprises réalisant directement des investissements productifs dans les secteurs d'activité mentionnés dans les dispositions actuelles.

Des mesures transitoires assurent la liaison avec l'ancien régime.

Par ailleurs, le projet prévoit des mesures diverses dont la création d'un amortissement exceptionnel au profit des entreprises qui ont subi des dommages matériels importants à la suite des pluies exceptionnelles du mois d'octobre 2001.

Santé

Dans le cadre de la carte sanitaire et des schémas d'organisation sanitaire et sociale adoptés en 2001 par le congrès, le gouvernement a adopté 12 arrêtés autorisant les capacités d'hospitalisation et les activités de soins et d'équipements en matériel lourds des établissements de santé publics et privés. Ces décisions interviennent, après examen des différentes demandes par le comité territorial de l'organisation sanitaire et sociale en février 2002, et portent à la fois sur l'extension de la capacité d'accueil de différents services dans les hôpitaux ou cliniques et sur l'acquisition de matériels (scanographe, lithotriporteur) dans le but d'améliorer l'offre de soins.

Par ailleurs, le gouvernement s'est prononcé pour l'interdiction d'importation de produits d'origine animale en provenance de Chine.

En effet, les informations issues des plans de surveillance des denrées alimentaires fabriquées ou importées dans l'Union européenne ont mis en lumière un problème de contamination des denrées alimentaires importées, susceptibles de représenter un risque de santé publique et des mesures de sauvegarde ont été prises à l'égard des produits incriminés. La Nouvelle-Calédonie a donc décidé de mettre en place les mêmes mesures de sauvegarde que celles mises en œuvre par l'Union européenne.

Par ailleurs, le gouvernement a adopté plusieurs arrêtés concernant notamment, les tarifs des annonces légales publiées dans la presse, les indemnités versées aux familles accueillant des mineurs placés par décisions de justice et l'ouverture de concours d'entrée dans la fonction publique

Enfin, le gouvernement a approuvé le principe d'une campagne audiovisuelle pour promouvoir les économies d'énergie.